

## PERTURBATION DU MARCHÉ DE LA POMME DE TERRE

## Retour à la normale à partir du mois de mai

**Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, a déclaré hier que la crise de la pomme de terre est conjoncturelle. Il a aussi imputé la hausse vertigineuse des prix aux dernières intempéries, qui ont, selon lui, perturbé le marché du produit fortement consommé.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Les responsables intervenant en marge de la réunion d'évaluation trimestrielle des contrats de performance des wilayas ont, par ailleurs, annoncé que le marché de la pomme de terre connaîtra un retour à la normale à la fin avril et début mai, quand la production dans certaines wilayas, notamment celles de l'ouest du pays, atteindra son pic.

Selon M. Mouissi, directeur des services agricoles de la wilaya de Mostaganem, le retour à la normale concernant la disponibilité et les prix de la pomme de terre se fera dans un mois. Le responsable expliquera qu'au niveau de la wilaya de Mostaganem, 8 000 hec-

tares de pommes de terre ont été plantés du mois de novembre à janvier. «Toutefois, les gelées et les baisses de températures ont retardé de dix à quinze jours la production.

A ce jour, 180 hectares sont entrés en production pour ce mois de mars ainsi que la pomme de terre arrachée en attendant le pic de production prévu pour la fin avril début mai», a déclaré le responsable, qui note également que la production est timide par rapport aux objectifs en précisant que les autres wilayas entreront aussi en production à la fin avril.

La wilaya de Mostaganem devrait produire 1 million de quintaux, soit 8% de la production nationale estimée à 38 millions de quintaux. La production dans cette wilaya, selon M. Mouissi, atteindra les 2 millions de quintaux à la fin du mois de mai. Pour ce qui est de la



Photo : Samir Sid

**Le prix de la pomme de terre se normalisera bientôt.**

nalement estimée à 38 millions de quintaux. La production dans cette wilaya, selon M. Mouissi, atteindra les 2 millions de quintaux à la fin du mois de mai. Pour ce qui est de la

wilaya d'El Oued, la production de la pomme de terre est jugée normale et même plus importante que les années précédentes, selon le directeur des services agricoles, M.

Lebrara, qui annonce une production de 6 millions de quintaux pour une surface plantée de 18 000 hectares. La récolte a, cependant, accusé un retard de 25 jours, en raison des conditions climatiques hivernales exceptionnelles.

Pour sa part, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural dira, lors d'une conférence de presse, qu'il n'y pas de crise de produits agricoles et que la production a augmenté de 10,5%.

Par ailleurs, lors de la réunion tenue hier sur le renouveau agricole, les responsables ont évoqué notamment les prévisions de production pour la campagne céréalière 2011-2012 qui sont estimées à 55 millions de quintaux. Pour la filière agrumes, elle est estimée à près de 9,3 millions de quintaux. Les wilayas de Blida, de Chlef et de Mostaganem réalisent à elles seules plus de la moitié de la production nationale.

**F.-Z. B.**

## LANCEMENT OFFICIEL DES TRAVAUX DU TRONÇON AUTOROUTIER CHIFFA-BERROUAGHIA

## «Le projet coûtera 85 milliards de dinars et sera livré à la fin de l'année 2015»

**C'est hier qu'a été annoncé officiellement le lancement des travaux du tronçon autoroutier Chiffa-Berrouaghia, qui entre dans le cadre du grand projet de réalisation de la route transsaharienne.**

Ce sont Amar Ghoul et Chérif Rahmani, respectivement ministres des Travaux publics et de l'Environnement, qui l'ont fait savoir à partir de Blida.

Ce projet, qui nécessite, selon Amar Ghoul, une enveloppe financière de 85 milliards de dinars, sera réalisé dans un délai de 36 mois. Il s'inscrit dans le cadre du schéma national d'aménagement du territoire et se poursuivra jusqu'en 2025 pour relier les 40 wilayas du pays, avance le communicateur du bureau qui a réalisé l'étude. Selon ce dernier, le principal but de la réalisation du tronçon autoroutier Chiffa-Berrouaghia, d'une lon-

gueur de 125 kilomètres, est l'amélioration de la sécurité routière, sachant que sur l'autoroute il y a 4 à 6 fois moins d'accidents, ainsi que le développement des conditions de confort et de gain de temps.

Toutefois, il avouera que le tronçon Chiffa-Berrouaghia sera difficile à réaliser, du fait que c'est une zone à topographie géologique très complexe.

Tout comme la consistance physique des travaux nécessite l'accomplissement de plusieurs autres œuvres annexes. Ainsi, on apprendra qu'il sera réalisé 76 ouvrages d'art et 35 viaducs d'un itinéraire global de 16 kilomètres linéaires et de 6 tunnels de 6 kilomètres en tout. Cette autoroute sera réalisée en deux fois deux voies, en sus d'une troisième voie pour les véhicules lents.

Ce projet, dira le communicateur, sera une «véritable école à ciel ouvert pour les ingénieurs algériens qui vont acquérir de l'expérience et s'initieront aux travaux autorou-

tiers». L'autre effet positif, ajoutera-t-il, est sa contribution au développement de la vocation touristique de la région au vu de sa richesse faunistique, celle-là même qui reste le cheval de bataille de Chérif Rahmani qui, dans une brève allocution, dira que ce projet le renvoyait au temps de l'ancien ministre des Travaux publics, Mohamed Kortebi, qui a esquissé dans les années 1980, dira-t-il, un programme similaire.

Le ministre de l'Environnement soulignera, ainsi, que «ce qui était considéré comme de l'utopie à une certaine époque est effectivement réalisable aujourd'hui». Pour Amar Ghoul, cette perspective autoroutière est l'un des plus grands acquis de l'Algérie. «Vu sa complexité, ce projet relève du défi. Une fois réalisé, plusieurs aspects seront mis en évidence, dont la mise en valeur de l'environnement, mais il permettra surtout la jonction du Nord avec les Hauts-Plateaux et le Sud, et, partant, le désenclavement de plusieurs

contrées du pays», affirmera le ministre des Travaux publics. 5 000 cadres et 100 000 ouvriers travailleront dans ce projet, informera Amar Ghoul.

«Nous avons des compétences aujourd'hui, aussi bien dans les entreprises publiques que privées, capables de concurrencer les étrangers d'autant qu'ils ont acquis une grande expérience lors des précédentes réalisations», insistera le ministre.

Plusieurs entreprises réaliseront conjointement ce projet, informera le ministre des Travaux publics, à l'image de l'entreprise chinoise CSCEC, ainsi que les entreprises algériennes comme Sapta, l'Enros et l'Engoa. Quant à l'étude, elle a été réalisée par une société canadienne et une autre algérienne.

Pour les aires de repos et les stations-services longeant l'autoroute Chiffa-Berrouaghia, leur réalisation sera assurée par les deux wilayas concernées, à savoir Blida et Médéa.

**M. B.**

## MOUSSA BENHAMADI À BOUIRA :

## «Le dossier de Djezzy suit toujours son cours»

**En visite d'inspection et de travail à Bouira, le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication (PTIC) a indiqué, hier, que le dossier Djezzy suit toujours son cours et que le montant à payer pour le rachat de 51% des parts sera arrêté en commun accord entre le ministère des Finances et l'opérateur russe Vimpelcom. Quant au montant de 6,5 milliards avancé par la presse, cela n'est pas officiel et le véritable montant sera arrêté par les deux parties.**

M. Moussa Benhamadi n'a visiblement pas voulu faire de commentaire concernant l'amende de 1,3 milliard de dollars que la justice algérienne vient d'infliger à Djezzy et que le propriétaire de la filiale, le russe Vimpelcom, conteste. Au sujet de la 3G, le ministre des PTIC a, encore une fois, affirmé que le report a été opéré pour permettre le règlement du dossier Djezzy, et ce, afin de ne léser aucun des trois opérateurs existant sur le marché algérien, à savoir Mobilis, Djezzy et Nedjma. Cependant, «la 3G sera lancée avant la fin du 1<sup>er</sup> semestre en cours», dira-t-il. Durant sa visite de travail, M. Benhamadi a donné certaines directives, notamment la reconduction des contrats de travail dans le cadre du DAIP surtout qu'à Bouira, comme il a eu à le constater, il y avait

112 postes vacants au niveau des guichets. Tout en insistant sur la récupération de tous les jeunes diplômés recrutés l'année dernière dans le cadre du DAIP, exceptés ceux libérés pour des fautes professionnelles ou ceux ayant quitté leurs postes de leur propre gré, le ministre a demandé aux responsables locaux d'encourager ce type de recrutement qui donne l'opportunité à la Poste d'embaucher des jeunes diplômés sans déboursier aucun sou. Abordant la question de la pénétration de l'internet qui est loin des normes nationales, avec un taux de moins de 13%, un taux insignifiant dû au faible réseau fixe ou filaire qui, lui, est de 5,7%, le ministre a donné des instructions pour que, avant la fin de l'année, toutes les communes soient raccordées en fibre optique ; chose qui encouragera

le raccordement de ces localités à internet. L'internet qui vient de pénétrer certaines zones reculées grâce à l'opération Cyber-Rif qui connaît un franc succès, puisque des enfants du primaire sont en train de faire connaissance pour la première fois de leur vie avec cet outil, pourtant plus qu'indispensable, de nos jours, dans l'enseignement. Et parlant justement du taux de pénétration de l'internet dans les établissements scolaires, le ministre a donné des instructions pour que l'opération soit généralisée aux trois paliers de l'éducation.

Enfin, dernier point noir que le ministre des PTIC a eu à vivre en direct, celui du manque de liquidités dans certains bureaux de poste. Cela s'est passé à Aïn-Bessem dans un bureau de poste.

Le ministre, qui a été interpellé par les citoyens présents sur les lieux, était surpris de constater que dans ce bureau de poste, les liquidités manquaient depuis près d'un mois. «C'est inacceptable et je ferai tout pour que la distribution des fonds soit dorénavant équitable au niveau des différents bureaux de wilaya», dira-t-il.

**Y. Y.**

**DEUXIÈME PHASE  
DU PROGRAMME D'APPUI  
À LA MISE EN ŒUVRE  
DE L'ACCORD D'ASSOCIATION  
Quinze projets de jumelage  
pour 2012-2014**

Quinze projets de jumelage sont prévus pour la deuxième phase du Programme d'appui à la mise en œuvre d'accord d'association (P3a), financé par l'Union européenne et géré par le ministère du Commerce.

C'est ce qu'a indiqué Abdelaziz Guend, directeur du P3a, hier à Alger, lors de la présentation du bilan de la première phase du programme. D'un coût compris entre 15 et 18 millions d'euros, ces projets de jumelage concernent différents secteurs tels que l'artisanat, l'eau, l'agriculture, la pêche ... «En mai prochain, deux projets relatifs aux domaines de l'agriculture et de la pêche seront d'ailleurs signés», a-t-il précisé.

Il rappelle, toutefois, que le budget global de la deuxième phase du programme 2012-2014 s'élève à 30 millions d'euros, dont 5 millions d'euros destinés à la gestion des finances publiques.

Pour rappel, le P3a a permis la réalisation de cinq projets de jumelage et six autres sont en cours dans différentes phases.

**Rym Nasri**